

Aux points de vente du muguet, dans les cortèges du 1^{er} Mai, diffusion du numéro spécial de l'Humanité sur les retraites

Supplément à l'Humanité

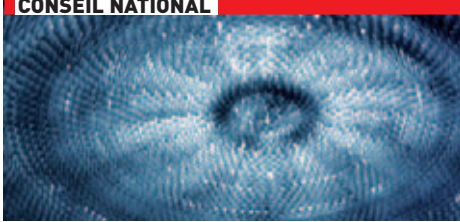
Commununiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabalier - Magali Cheret - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Cécile Jacquet - Benjamin Lecole - Jean-Louis Le Moing - Frank Mouly - Denis Rondepierre - Gérard Streiff - Directeur : Olivier Dartigolles Tél. : 01 40 40 12 09 - Rédaction : Patrice Falguier Tél. : 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél. : 01 40 40 12 41 - Télécopie : 01 40 40 12 46 - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Maquette : DGC / Zouhair.Nakara@dgc-pao.com

CONSEIL NATIONAL



LE RAPPORT

Conseil national 16 avril 2010

Rapport d'Olivier Dartigolles : Bataille du PCF sur les retraites P.1

Discussion P.4

Démissions au PCF, un appel de Pierre Laurent P.5

Discussion P.5

Rapport de Bob Injey sur le texte 1 : Evaluation des choix de congrès P.6

Rapport de Patrice Bessac sur le texte 2 : Les transformations du PCF P.7

Compte rendu de la discussion sur les textes P.8

Rapport de la commission des candidatures : Jacques Chabalier P.8



Olivier Dartigolles Retraites. Comment gagner ? Une campagne d'idées, de luttes et de propositions

gens en vivent les effets négatifs liés à la domination de l'argent pour l'argent. Cela masque **les immenses possibilités de la réduction de la peine des hommes, du temps de travail avec une meilleure satisfaction des besoins à tous les âges de la vie.** Cette donnée invalide l'argument sur la fatalité d'un allongement de la durée de cotisation et rend réellement possible ce que fort justement Lucien Sève appelle non pas le « troisième âge » mais une « troisième vie ». « Une vie pleinement humaine, et qui plus est dans un statut consolidé de la retraite par répartition, une vie soustraite en son cœur aux logiques exploiteuses du capital. » **Notre campagne doit en effet permettre de rajeunir et révolutionner les idées sur cette troisième vie.**

Dès cette semaine, avec l'annonce des prévisions financières présentées par le Conseil d'orientation des retraites (COR) - il faut d'ailleurs dénoncer l'instrumentalisation grossière de cet organisme -, la droite et le Medef veulent cadenciser le débat qui s'engage en le limitant à une approche comptable. L'objectif, sur fond de manipulations des chiffres, de discours alarmistes sur l'avenir des retraites, est d'assommer d'entrée l'opinion publique. De nouveau, des milliards valent au-dessus de nos têtes. Non pas cette fois pour sauver les banques mais pour liquider les retraites, au sens définitif du terme. On peut d'ores et déjà dérouler les étapes de la stratégie gouvernementale des prochaines semaines :

- Etape 1. Laisser croire à une « consultation » des partenaires sociaux, avec le premier chiffre du COR alimenter l'idée d'une prétendue faillite de notre système, installer dans le paysage les scénarios les plus noirs allant, comme y invite le Medef en en demandant toujours plus, vers un allongement du départ effectif à la retraite, 66 ans pour 2020, 71 ans pour 2050...

- Etape 2. Fin mai/début avril : un affichage des grandes lignes de la réforme en donnant le sentiment de lâcher du lest sur l'âge légal de départ, en passant de l'insupportable à l'inadmissible, tout en laissant entendre que l'effort sera équitablement partagé par l'instauration d'un « prélèvement spécifique ».

- Etape 3. Une réforme bouclée, sinon votée, d'ici la trêve estivale avec un conseil des ministres à la mi-juillet et le début de la discussion au Sénat dans la foulée.

Le plan de communication, avec une première phase pour un montant de 5 millions d'euros, a démarré cette semaine pour gagner l'opinion à l'idée d'une réforme et qu'il faut le faire maintenant.

Cette volonté d'un passage en force, contraire aux déclarations « rassurantes » de la fin mars, traduit une détermination de la droite - nous en avons eu un exemple récent avec la mesure prise contre les infirmières - mais aussi son inquiétude. Après l'échec des élections régionales, et dans un climat social de mobilisations grandissantes dans le public et le privé, d'exaspération de millions de femmes et d'hommes devant l'absence de perspectives pour une amélioration concrète et rapide de leurs conditions d'existence, « du quai de Ouistreham » aux portes de l'usine de la Sodimatex, la contre-réforme des retraites peut être la provocation de trop. Travailler plus pour toucher moins, ce n'est pas vraiment ce qui avait été promis lors de la dernière élection présidentielle.

L'essentiel de la bataille des retraites va se jouer dans les deux prochains mois. Il faut s'y préparer. Depuis quelques jours, nous mesurons une réelle disponibilité dans le Parti qui doit aujourd'hui permettre une entrée en campagne très combative avec un engagement militant comparable à celui de 2005 pour la campagne

SERVEZ-VOUS www.pcf.fr
Modèle de tract sur les retraites



En préparation : un journal 8 pages, des vidéos, une affiche...

Sur le net : www.PCF.fr
Les textes préparatoires au Congrès adoptés par le Conseil national

référendaire contre le TCE.

Sommes-nous d'accord pour ensemble évaluer la situation comme une situation ouverte ? Une situation où les projets du gouvernement peuvent être mis en échec. Aujourd'hui, comme en 2005, l'ambition que nous nous fixons est essentielle, pour l'engagement des communistes dans les prochaines semaines, et pour l'ampleur et la détermination du rassemblement qui est en train de se construire. On ne mène pas une bataille de la même manière selon l'objectif que l'on se fixe.

Ce rapport, travaillé avec les différentes commissions du Conseil national, ne peut dans le temps imparti faire un tour complet du sujet. Nous lançons un site de campagne qui hébergera des documents, des textes de référence. Cet espace sera par ailleurs très utile pour une veille, une réactivité au dispositif idéologique de la droite, une actualisation de nos argumentaires.

Je vous propose ici de traiter de trois questions : Les objectifs réels du gouvernement. Les enjeux politiques et démocratiques. La campagne des communistes.

Les objectifs réels de la droite, comment y faire face ?

Quels sont les objectifs de la droite ? Est-il question uniquement des retraites ?

Le COR met dans ses hypothèses ce que N. Sarkozy et le Medef entendent retrouver dans ses conclusions. Il affirme, ainsi (p.41), que « *compte tenu de la hausse projetée de la durée d'assurance requise pour une pension à taux plein à 41,5 ans en 2020, l'âge effectif moyen de départ à la retraite augmenterait en projection, tant au régime général que dans la fonction publique. Au total, par rapport à 2008, il augmenterait d'environ 1 an à l'horizon 2030 et de l'ordre de 2 ans à l'horizon 2050.* »

L'objectif principal est de réduire les pensions publiques servies par le régime par répartition dans le prolongement des « réformes » menées depuis 1993 qui ont fait baisser le niveau de pensions d'environ 20 % et aggravé les inégalités entre hommes et femmes. Une récente étude vient d'établir que le niveau moyen des pensions touchées par les femmes en 2008 était de 825 euros. Cette politique s'inscrit dans une orientation libérale à l'échelle de l'Europe qui consiste à agir sur l'âge de la retraite pour la repousser, la durée d'assurance requise pour l'accroître et le niveau des pensions pour les réduire, tout en continuant à faire payer aux salariés les conséquences de la crise économique. Le dispositif idéologique de la droite reposera sur trois piliers, l'endettement public, la compétitivité des entreprises et l'Europe.

Avec une nouvelle attaque sur la protection sociale via les retraites, le gouvernement poursuit d'autres objectifs politiques : donner des gages aux marchés financiers, à la Commission européenne, sur sa volonté de réduire le déficit public, remobiliser l'électorat de droite après la défaite des régionales. L'opération consiste aussi à relancer la présidence Sarkozy sur le thème d'une « union nationale », déjà repris par certaines voix à gauche, d'un compromis acceptable pour tous. Mesurons bien que nous sommes toujours face à une entreprise globale, cohérente et réfléchie, qui consiste à un remodelage en profondeur de la France, tendant à casser toutes les formes de solidarités. Du débat sur l'identité nationale à la réforme des retraites, c'est la même visée et la même politique. Il nous faut, comme en 2005, révéler les contre-vérités dans la communication gouvernementale. **Cette campagne d'argumentaire face aux mensonges de la droite sera déterminante.** Elle va tenter par exemple de relativiser la question de l'âge légal de départ à la retraite en prétextant du fait qu'il est aujourd'hui de 61,5 ans. Mais la vérité est de dire que six salariés sur dix sont hors emploi (chômage, invalidité, inactivité ou dispense de recherche d'emploi) au moment de liquider leur retraite. Point par point, sur toutes les vraies fausses évidences (« *l'espérance de vie augmente, c'est normal de travailler plus* », « *les jeunes ne pourront pas financer les pensions des futurs retraités, il faut donc que ces derniers travaillent plus longtemps* », « *il y aura trop de retraités et pas assez d'actifs* »...), nous avons les moyens de faire émerger dans le débat public les réalités.

Attention cependant à bien le faire à partir du ressenti de la grande masse des personnes que nous voulons convaincre.

Une illustration. Nous disons avec juste raison qu'il y a des richesses. Cette affirmation est admise quand il est question d'une minorité de privilégiés. L'INSEE vient de publier des chiffres éclairant une nouvelle fois l'obscénité d'une société où les ménages les plus aisés disposent tous les deux jours de ce que gagne en une année un travailleur payé au SMIC. Mais dans un contexte de crise économique, de désindustrialisation, de casse de l'emploi, de niveau de déficits publics atteignant des sommets, sommes-nous réellement compris par le plus grand nombre quand nous disons que la France est un pays riche qui a les moyens d'une politique sociale de haut niveau ?

Beaucoup de nos concitoyens aujourd'hui en doutent. Pour une écrasante majorité d'entre eux, l'âge d'or est derrière nous. Assurer l'avenir des retraites peut donc apparaître comme une idée



© S. Lagoutte

certaines généreuses mais peu réalistes. Pour bien se faire entendre sur nos propositions, pour ne pas apparaître « à côté de la plaque », il faut traiter sérieusement de cette question : est-il vrai que nous ayons les moyens ? Un chiffre : si notre pays, dans les 40 prochaines années, a un taux de progression de ses richesses à un rythme de 1,7 % - ce qui constitue un taux de croissance modéré - la richesse doublera. Elle passera donc de 1 700 milliards d'euros à environ 3 400 milliards. Sur une même période, les besoins de ressources supplémentaires pour financer les retraites sans les dispositions des « réformes » Balladur et Fillon seraient d'un peu plus de 200 milliards, soit 6 % du PIB.

L'argument démographique pour les mêmes raisons ne tient pas. Il est tout à fait possible de financer l'augmentation de la durée de la vie. La réforme des retraites est un choix politique, pas une nécessité démographique.

Les manipulations pour truquer les termes du débat ne feront pas dans la finesse. Sitôt les premières prévisions chiffrées du COR connues, les sites d'information ont donné le calcul des déficits cumulés des retraites d'ici à 2050. Sans recettes nouvelles, il atteindrait 2 600 milliards d'euros. Un très gros chèque en effet. Mais, ce que le rapport ne donne pas, c'est le PIB cumulé sur la même période : 120 000 milliards d'euros, il y a de quoi faire pour le financement de la protection sociale dont le gouvernement préfère organiser la vente à la découpe.

C'est une donnée essentielle à verser au débat à moins d'encourager une escroquerie doublée d'un gros mensonge consistant à détourner une part de la richesse nationale pour financer les retraites au profit des marchés financiers. Pris la main dans le sac dans un remake de « touche pas au grisi » des revenus financiers, de la spéculation, des stock-options et des dividendes versés aux actionnaires !!! Décidément, que sont devenues les belles déclarations sur la moralisation du capitalisme, ils recommencent comme avant. Avec la même cupidité, avec les mêmes « éléments de langage » mais leurs fiches d'argumentaires ont pris un sérieux coup de vieux. Prenons les fonds de pension, présentés comme la solution d'avenir, une étude de la BNP-Paribas relève qu'entre janvier 2008 et juin 2009, ils ont perdu 3 900 milliards de dollars.

Les lignes bougent. C'est le cas pour la sacro-sainte règle qui interdisait de toucher aux **exonérations des cotisations** accordées par le gouvernement aux entreprises, qui pénalisent les budgets sociaux de 32 milliards d'euros et privent le système des retraites de près de 10 milliards. Aujourd'hui, ce dogme des libéraux est très sérieusement mis à mal.

Les retraites : un choix de société, un enjeu démocratique

Le débat sur l'avenir de nos retraites pose comme premier enjeu celui d'un choix de société pour l'avenir. C'est à ce niveau-là qu'il faut prendre les choses et bien expliquer pourquoi ce sujet concerne directement l'emploi, les salaires, la formation, le partage des richesses, l'avenir de la jeunesse, les inégalités hommes/femmes, la pénibilité au travail, la solidarité intergénérationnelle, l'activité de celles et ceux qui accèdent à la retraite, le temps de cette période de la vie, son utilité sociale. **Les réponses qui seront données au défi démographique auquel nous devons faire face seront donc un véritable choix de civilisation.** Pour toutes et tous, de la petite enfance au crépuscule d'une vie. Madame Parisot veut une société du « risque ». Nous préférons une société du mieux-vivre ensemble, du développement des capacités humaines, de la sécurisation de la vie de chacune et chacun, de liberté.

Que veut la droite ? Une société éclatée, divisée, avec des individus jetables à merci, une société élitiste, d'insécurité permanente et de peur en l'avenir, une société précarisée dans tous les domaines de la vie, à tous les âges. Une société avec des personnes

âgées paupérisées et des jeunes sans avenir. La grande démolition engagée, « réformes » après « réformes », dans notre pays et à l'échelle de l'Union européenne, a pour objectif de faire sauter les derniers verrous, « les tabous », selon l'expression de L. Parisot sur l'âge légal de départ à la retraite, pour ouvrir un nouveau marché aux puissances financières au détriment de l'intérêt général. Ça recommence...

On nous dit : c'est « inéluctable », il n'y a pas d'alternative, « pas d'autres solutions » que de réfléchir à partir des critères retenus. **Cette idée exprime un refus du débat démocratique.** Comme si rien ne s'était passé. Comme avant la crise, dont il a été pourtant dit que plus rien ne pourrait se passer comme avant, et donc pour commencer de réfléchir, de débattre comme avant, voici revenues les vieilles ficelles du débat tronqué, escamoté, bâclé. Voici de nouveau les appels au « compromis », à la « sagesse », le retour des « experts » sur les plateaux télé, la mine grave, culpabilisant celles et ceux qui, par leur « égoïsme », leur « esprit corporatiste », auraient l'audace de refuser la « réforme » proposée. Alors que le COR a été aveugle face à la crise, aujourd'hui les scénarios proposés se résument à l'accompagnement de celle-ci. Et même avec un « plein emploi », le problème du financement des retraites n'est toujours pas réglé...

Ce n'est pas aux salariés, aux retraités à payer les conséquences de la crise du capitalisme. Pour les régimes de retraites, à l'horizon de 2024, cette crise provoquerait des pertes cumulées d'un niveau de 320 milliards d'euros. Seul un changement de politique économique et sociale peut nous sortir des scénarios catastrophes qui s'étalent depuis mercredi à la une des médias, à l'exception du journal *l'Humanité* qui, comme en 2005, sera un atout irremplaçable pour informer, décortiquer et proposer.

Sur un sujet aussi important, c'est à notre peuple de décider. Et à personne d'autre. Notre campagne pour les retraites pose l'enjeu démocratique, comme pour le Traité constitutionnel en 2005, comme un levier décisif pour une intervention citoyenne qui peut, une nouvelle fois, renverser la table et mettre en échec les scénarios préétablis.

Le débat doit avoir lieu. En conscience, à partir des éléments clés du dossier des retraites, chacune et chacun doit pouvoir se faire sa propre opinion. Nous avons confiance dans le choix des Françaises et des Français. Allons vers un débat projet contre projet, un débat sérieux, loyal, de qualité, de confrontations à partir des réalités, un débat réellement pluraliste et contradictoire, ne posant aucun a priori, un débat enrichissant sur un sujet qui mérite tout autre chose que des calculs politiques et des manipulations.

Ce débat est attendu bien au-delà de nos frontières. Je veux faire ici écho aux attentes de nombreuses forces progressistes européennes. Sans pouvoir développer cette question, sur laquelle il faudra travailler dans le cadre de la préparation du prochain congrès du PGE, je veux simplement ici souligner que le débat sur les retraites dans notre pays s'ouvre alors que les grands médias nous font croire que le peuple grec vient d'être « sauvé » par un sévère plan d'austérité imposant notamment abaissement des salaires, recul de l'âge de la retraite. La crise du capitalisme dont est victime le peuple grec permet aujourd'hui une nouveauté particulièrement préoccupante avec l'entrée du Fonds monétaire international dans les finances européennes.

Quels sont les effets de ce matraquage dans l'opinion publique ? Sondage après sondage, la majorité des personnes interrogées envoient trois messages sur la question des retraites. Malgré deux décennies de dramatisation sur le sujet, de « réformes » qui n'ont cessé d'attaquer et d'affaiblir le régime par répartition, de le discréditer par des campagnes ne promettant que du sang, de la sueur et des larmes, ils expriment leur attachement à ce système solidaire, à la retraite à 60 ans. Mais le doute est bel et bien là sur l'avenir des retraites. Ils ne veulent pas le statu quo, s'interrogent

sur la manière pour conserver cette conquête sociale. Aujourd'hui, dans les faits, l'âge moyen de liquidation des droits est de 62 ans. C'est à cela qu'il nous faut répondre. **Nous proposons de mener une campagne particulière en direction des jeunes.** Cette question est vraiment décisive. Aujourd'hui, deux jeunes sur trois estiment qu'ils ne bénéficieraient pas d'une retraite suffisante. Comment se sentir concernés par un régime qui augmente sans cesse le nombre de trimestres nécessaires pour pouvoir faire valoir ses droits à une retraite pleine et entière alors que l'âge moyen pour accéder à un emploi stable est aujourd'hui estimé à 27 ans? La droite ne s'y trompe pas. Ce décrochage de la jeune génération, dans une période de crise où la société stigmatise sa jeunesse, est pour elle le moyen de briser le pacte solidaire entre générations, l'un des fondements du système par répartition. C'est aussi une voie ouverte pour la capitalisation et des formules de retraites qui reposent sur le marché.

Avec l'organisation des Jeunes communistes, qui traitera de cette bataille politique lors de son congrès qui débute aujourd'hui même, nous voulons démultiplier, au cours des deux prochains mois, les lieux de rencontres et d'échanges avec les jeunes pour les sensibiliser. Ils seraient les premières victimes de la mise en œuvre de la « réforme » des retraites. Pour les mêmes raisons qui ont mobilisé la jeunesse contre le CPE, l'intervention de la jeune génération sera l'un des enjeux de la période. Nous avons besoin d'un coup de jeunes pour nos retraites.

La campagne des communistes

Nous ne sommes pas dans la défense des acquis sociaux avec l'idée de sauver ce qui peut encore l'être. Ces acquis, comme le droit à la retraite, sont des points d'appui pour faire évoluer les rapports de force et aller rapidement vers de nouveaux progrès. Il s'agit pour nous de travailler à la contribution des communistes à la définition des objectifs, en l'occurrence pour l'avenir des retraites, sur lesquels il est nécessaire que s'opèrent des rassemblements suffisamment forts et déterminés pour en imposer la réalisation et pour que le changement réussisse.

Il faut une réforme des retraites. Notre système est aujourd'hui confronté à des problèmes démographiques réels. Il faut s'expliquer sur cette question. L'arrivée des générations du baby-boom et l'allongement de l'espérance de vie déséquilibrent le rapport entre le nombre de personnes en âge de travailler au nombre de personnes en âge d'être à la retraite et posent donc de sérieux problèmes au financement des régimes. La part relative des 60 ans et plus dans la population va passer de 24 % aujourd'hui à 36 % en 2040.

Comment, face à ce défi, ouvrir le nouveau chapitre d'un système solidaire?

Notre proposition globale sur l'avenir des retraites, droit auquel nous sommes très attachés, peut donc être résumée de la façon suivante:

- **Un système basé sur les cotisations salariés et employeurs et non sur une fiscalisation.**
- **Un régime de retraite par répartition avec une indexation des pensions sur les salaires et non sur les prix. Nous voulons abroger les réformes Balladur et Fillon avec notamment la suppression de la décote et le retour aux dix années de références pour le secteur privé.**
- **Un régime complémentaire actuel à consolider et à pérenniser dans le cadre de négociations avec les organisations syndicales.**
- **Un départ à 60 ans à taux plein (75 % du salaire de référence) pour tous et toutes avec la prise en compte de la pénibilité, négociée avec les organisations syndicales, de professions particulières don-**

nant droit à des départs anticipés.

- **Les dispositions spécifiques pour les femmes doivent être maintenues et améliorées par la négociation.**

- **La validation des années d'études dans le calcul de la retraite.**

- **La mise en place d'une allocation d'autonomie et de formation de la jeunesse et une garantie d'emploi et de formation tout au long de la vie qui permette de cotiser dès 18 ans pour financer une retraite à taux plein.**

- **La sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie active.**

Nous posons ainsi le principe d'une période de financement de la retraite entre 18 et 60 ans et un départ à 60 ans à taux plein pour toutes et tous. Bien entendu, la durée totale de financement n'est pas à comparer avec le temps actuel d'assurance qui n'est que sur le temps d'activité.

Il faudra aussi parler d'un grand service public pour ce troisième temps de la vie.

C'est possible avec:

- **Une réforme du financement passant par une refonte des cotisations avec la modulation de leur calcul, pour pénaliser les entreprises qui réduisent l'emploi et les salaires.**

- **Dans l'immédiat la mise en place de cotisation au même taux que pour les salaires sur les revenus financiers des entreprises pour la protection sociale dont les retraites.**

Prenons bien la mesure d'une chose, c'est l'une des clés de la réussite de notre campagne: **nous abordons la question des financements de ces propositions dans un tout autre contexte.** En 2003, la question de la mise à contribution des revenus financiers trouvait un très faible écho dans le débat sur les retraites. Ce n'est plus le cas. Le rapport de force idéologique a changé. Nous engageons la bataille des retraites dans un contexte nouveau, inédit. Aujourd'hui, dans le débat sur les ressources supplémentaires pour assurer les besoins des retraites, c'est nous qui avons « la puissance de feu d'un croiseur et des flingues de concours ». Cette question est dans les manifestations. Longtemps interdite des grands médias, plus personne ne peut aujourd'hui en contester la réalité. La droite, sur le recul, obligée d'aller sur le terrain d'un partage de l'effort, parle d'équité. Allez, encore un petit effort, de l'équité à la justice sociale, il y a un chemin qui passe par une valeur, celle de la solidarité.

Nous pouvons donc être à l'offensive sur la mise à contribution des revenus financiers des entreprises et des institutions financières au même taux que les salaires. Ces revenus, qui ne participent pas au financement de la protection sociale, s'élevaient en 1998 à 260 milliards d'euros. Soumis aux taux de la cotisation patronale (8 %), c'est 22 milliards d'euros en plus pour les caisses de retraites. Mais il faut aussi de l'incitation; c'est possible avec une simple modulation du taux de la cotisation en fonction du rapport entre salaires versés et valeur ajoutée produite. Cela augmenterait considérablement les recettes de cotisations en encourageant les entreprises à faire le choix de l'emploi, de la formation, des politiques salariales actives et non celui des placements financiers.

Le financement des retraites par répartition repose d'abord sur l'emploi et les salaires. Il faut le dire aussi clairement en engageant une campagne de très haut niveau sur cette question. Là encore, quelques chiffres parlent d'eux-mêmes: actuellement, plus de 5 millions de salariés de la population active sont en réalité en inactivité ou en grande précarité, leur emploi financerait la moitié des besoins de la retraite; la création de 100 000 emplois, c'est 2 millions de cotisations sociales en plus. Profitons de la grande campagne sur les retraites pour parler de la qualité de ces emplois, du type de progression de la productivité du travail, pour encourager à une grande politique pour la recherche et l'industrie, à une vision, une stratégie qui manque tant à notre pays.

Relevons enfin sur cette question, que le COR confirme, combien l'emploi, en quantité et qualité, et les salaires sont l'essentiel pour sauver la répartition. Mais, comme ses outils d'analyse font en réalité de l'emploi la variable d'ajustement, et qu'ils admettent comme fatale l'explosion des prélèvements financiers du capital sur les richesses produites, il retient comme « raisonnable » l'hypothèse, à l'horizon 2021-2050, d'un taux de chômage officiel de 7 %, soit quelque 1,8 million de chômeurs!

Notre campagne doit être très offensive en direction des salariés, sur les lieux de travail, aux portes des entreprises. Dès à présent, ac-

tons le principe de retourner partout où nous sommes allés lors de la campagne des élections régionales. Dans la fonction publique, les discussions débiteront le 22 avril. Là encore, il nous faut un très fort niveau d'engagement alors que le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle saignée de 34 000 départs à la retraite non remplacés en 2011, plus 2 000 postes chez les opérateurs de l'Etat.

Nos propositions, chiffrées, précises, tordent le cou à la prétendue impossibilité d'assurer le financement des retraites à l'horizon des 30 prochaines années. Elles ne relèvent donc pas d'un périmètre réservé à quelques spécialistes. Comme en 2005, des questions jugées ardues (rappelez-vous les premiers arguments des partisans du « oui »: « ne vous en occupez pas, c'est très compliqué, faites-vous confiance ») peuvent être au cœur d'une grande bataille politique. C'est notre ambition pour cette campagne sur l'avenir des retraites. Une alternative est à portée de main, c'est possible, tout peut être, au final, ramené à une seule et unique question: quelle est la part des richesses produites que notre pays est prêt à consacrer aux retraites?

Pour cette campagne de luttes, d'idées et de propositions, le secteur Communication construit des outils nationaux pour permettre aux communistes de s'y impliquer totalement, de mener la campagne d'alerte, d'explication, de conviction et de mise en mouvement des salarié-e-s et des citoyen-ne-s.

Ils accompagneront la diffusion du **numéro spécial de l'Humanité**, disponible fin avril, comprenant un historique des batailles pour la retraite, un argumentaire précis permettant aux militants progressistes de mener la campagne d'explications autour d'eux. Notre objectif, avec ce numéro, est une diffusion de même ampleur que celle de l'édition spéciale décryptant le projet de Constitution européenne. Appelez-vous, cette initiative avait permis de franchir une étape décisive.

Nous mettrons à disposition de toutes les fédérations un **8-pages A5 édité à 3 millions** d'exemplaires, **deux affiches et des autocollants** pour marquer dès le 1^{er} Mai, dans les points de vente du muguet et dans les cortèges syndicaux, notre contribution à la bataille de la retraite. Nous voulons avec **les visuels de cette campagne** produire un choc qui permette à notre campagne d'éducation populaire et de débat politique de percer. Ils traiteront de deux questions principales: l'enjeu de civilisation et le recul de société porté par le projet de la droite sur les retraites. En terme d'image, nous avons fait de la jeunesse notre cible privilégiée.

Ces matériels seront, avec le numéro de *l'Humanité*, au cœur de **la semaine d'actions dans les quartiers et les entreprises, sur les marchés que je vous propose d'adopter du 1^{er} au 6 mai.**

Parallèlement, nous allons ouvrir **un site du PCF** spécifique comprenant nos propositions, les éléments du débat, nos initiatives et nos matériels, les documents ressources permettant à chacun et chacune de se faire son opinion. Nous fabriquerons une série de courtes vidéos « virales » qui sont destinées à se propager très vite sur Internet. Comme nous l'avons réussi avec le PUM il y a deux ans, nous voulons commencer, sur le mode de la parodie, à stigmatiser les projets de la droite et malmener la pensée unique, créer la surprise, le rire même, et attirer l'attention sur le PCF en tant qu'émetteur important de messages sur ce thème. Mi-mai, nous disposerons d'un film, expression directe, autour de l'enjeu politique et de nos propositions, diffusé sur le service public et présent aussi sur Internet.

Nous proposons de prendre l'initiative de **1 000 débats en France sur l'avenir des retraites.** Nous pourrions décider d'organiser, partout où cela sera possible, dans les sections et dans les fédérations, des rencontres publiques pour l'avenir des retraites, la veille de nos conférences de section et fédérales. Un kit de ces rencontres comprenant des modèles de tract, d'invitations et d'affichettes déclinant les visuels de notre campagne sera disponible.

Cette campagne forte du PCF s'inscrit dans notre volonté de contribuer à un **front de riposte inédit, un front de propositions, un front politique, social, intellectuel, citoyen et intergénérationnel gagnant qui porte une ambition pour toute la société.**

Elle s'articulera évidemment à toutes les mobilisations sociales et syndicales. Et aussi à l'appel à la mobilisation lancé par Attac et Copernic « à faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites ». Nous en sommes partie prenante, comme un très large éventail de personnalités, dirigeants des partis de gauche, intellectuels, syndicalistes et du mouvement associatif qui en sont signataires et donnent la mesure du front qui peut se construire pour la défense des retraites.

Pendant toute cette bataille sur les retraites, les parlementaires communistes joueront bien sûr leur rôle, notamment dans le débat parlementaire et, à l'écoute des citoyens, du mouvement syndical, social et politique, élaboreront **une proposition de loi alternative** qu'ils déposeront face à celui du gouvernement.

Notre congrès d'étape à la mi-juin pourrait faire un point de la situation dans le pays et décider de la nature d'une nouvelle initiative des communistes pour contribuer à la victoire pour nos retraites et, avec elle, ouvrir une perspective de progrès et d'espoir. ☘



LA DISCUSSION

Jean-Louis Frostin – Ille-et-Vilaine

Je propose que la campagne nationale active du Parti communiste appelle aussi à « un front de gauche majoritaire sur les retraites » pour engager la responsabilité et la mobilisation de tous les acteurs possibles, dans une grande bataille politique sur un vrai choix de société. Le PCF prenant ainsi une initiative interpellant celles et ceux qui sont intéressés à notre démarche de rassemblement et, en même temps, visant à dépasser le périmètre actuel du « Front de gauche » et les limites que nous constatons. Sur cette question, comme sur d'autres aussi essentielles, nous visons bien une autre majorité pour une politique de transformation.

Richard Sanchez – Pyrénées-Orientales

Heureux de cette bataille et des objectifs que nous lui fixons, bien au-delà du statu quo. Mais il y a des doutes dans la population sur les possibilités de gagner : une grande question politique à prendre à bras-le-corps. Après les régionales, Sarkozy veut sa revanche et plus encore arracher une réforme nodale pour la société qu'il veut imposer. Les atermoiements du PS, Cohn-Bendit qui accepte le scénario catastrophe, Mélenchon qui pense à la présidentielle, rehaussent nos responsabilités de PC pour redonner à notre peuple le goût de la lutte et la soif de victoire. Ce que nous avons fait aux régionales, l'argumentaire économique, la nature du défi de société nous permettent d'y aller avec offensive.

André Gerin – Rhône

Mener une grande campagne nationale, une bataille idéologique pour combattre le capitalisme du désastre, pour construire un processus révolutionnaire de rupture avec le capitalisme. Un combat de classe, les retraites sont une bonne illustration. Adressons-nous à toutes les forces sociales, syndicales, politiques pour un combat national du PCF, en confrontation idéologique avec le PS et la droite.

Fabienne Pourre – Val-de-Marne

La campagne des retraites est lancée. Par tout le monde. Quel doit être l'apport du PCF dans la dynamique d'un rassemblement grand angle. Le mouvement est commencé : syndicats, ATTAC... des comités locaux naissent, les communistes pensent qu'un rassemblement « Front populaire » est possible. Pourquoi avant ce Conseil national, Pierre Laurent propose que le Front de gauche – choix durable – lance ensemble la campagne ? Est-ce que la bataille des retraites sera sous la bannière du Front de gauche « cartel », comme le demande le Parti de gauche, ou décidons-nous d'être militants d'une dynamique de rassemblement majoritaire ?

Xavier Compain – Côtes-d'Armor

La droite de Nicolas Sarkozy condamne les retraités agricoles à s'accommoder de survivre sous le seuil de pauvreté avec, en moyenne, 400 euros pas mois. Scandaleux paradoxe pour celles et ceux dont la mission était de nourrir leurs semblables. L'engagement du PCF est total quant à l'exigence d'une retraite décente, à parité des régimes. Nous pourrions, nous communistes, être à l'initiative en lançant la bataille de rédaction de cahiers de doléances des retraités agricoles.

Michèle Carbonnier – Nord

Au regard du débat avec les infirmiers du service public, il semble indispensable d'ancrer le débat sur les enjeux de société, la réalité de la désinformation du COR et des mensonges du gouvernement et avancer nos propositions sur

les financements dans l'idée : c'est possible. L'attente est forte chez les jeunes salariés. Être à l'initiative du rassemblement populaire. Pour cela il faut donner des éléments concrets de débat aux communistes. Organiser, tout de suite, une bataille d'envergure autour d'un véritable plan de campagne national.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Soyons très politiques sur le débat, création et partage des richesses ; rapport au travail, la question de l'emploi, le changement de société. Saluons, aidons la mobilisation syndicale, soyons attentifs à la CGT plus qu'à ATTAC et Copernic, mais prenons des initiatives politiques. Le PCF pour un front de lutte sur la retraite à 60 ans à taux plein en taxant les revenus financiers. Oui, à la campagne décidée, amenons les citoyens dans le débat idéologique, mais un appel national avec 3 ou 4 meetings nationaux. Toulouse est disponible.

Annie Mazet – Drôme

Le PCF doit être vraiment à l'offensive. Être à l'initiative en s'adressant très largement aux citoyens avec une campagne d'envergure et de proximité. Avec des réunions publiques, par commune, par quartier, en lien avec des jeunes et des retraités. Besoin que tous les militants s'approprient des arguments, qu'ils soient forts en explication sur l'emploi, la retraite. Nos élus doivent aussi être moteurs et décisifs, en poussant une contre-réforme à celle de Sarkozy. Tous les outils que nous mettons en route sont intéressants et complémentaires à utiliser sans modération.

Nicolas Marchand – Val-de-Marne

Il s'agit bien d'une campagne du PCF. Elle peut nous donner de l'élan et nous unir comme en 2005 avant l'enlèvement dans les comités antilibéraux. Notre apport est nécessaire pour un mouvement de haut niveau de contenu ; face aux arguments de la droite et du Medef, et aux éléments de consensus à gauche, généralités ou slogans sommaires ne font pas le poids. Il s'agit de porter l'ambition d'une grande réforme, et nos propositions précises sur les moyens financiers, avec le lien à la sécurisation de l'emploi. Besoin de formations pour cette campagne. Enjeu des entreprises : l'action des salariés est décisive ; la situation syndicale aussi ; y promouvoir le débat sur nos propositions, ça comptera.

Nicole Borvo – Paris

Aujourd'hui nous ne sommes pas les seuls à dire qu'il faut prélever sur les revenus financiers tant

mieux, il y a donc des bases importantes de rassemblement. La question pour le Parti est de mener la bataille aussi large et populaire que celle de 2005 en répondant à deux questions : 1) Enjeu de société et retraites avec tous les éléments de changement nécessaire. 2) Mesures immédiates, avec l'objectif de rassembler et de faire échec à ce que veulent faire la droite et le patronat, à savoir fausse concertation, projet de gouvernement en juillet (déjà connu !) et vote en septembre au Parlement.

Pascal Borelly – Hauts-de-Seine

Le rapport propose d'être à l'offensive sur les retraites. La Fête de l'Huma doit constituer un grand rassemblement. Il faut des financements nouveaux. Nous avons des propositions : taxer les revenus financiers, réforme de l'assiette des cotisations, suppression des exonérations des cotisations patronales, relèvement des salaires, une sécurisation de l'emploi et de la formation. Campagne type de 2005, campagne intergénérationnelle actifs-retraités-jeunes. Le rapport propose 1 000 débats dans tout le pays. Nous sommes aujourd'hui 220 membres du Conseil national. Chacun d'entre nous doit être en capacité d'animer 4 à 5 débats dans les entreprises et les localités de son département ou sa région. Nous sommes dans les travaux pratiques du chantier de la transformation du Parti.

Elisabeth Gauthier – Essonne

Quant au front de luttes pour les retraites, dans les villes et cités, comment ne pas exclure les personnes condamnées à vivre avec les minima sociaux et très éloignées du salariat relativement stable ? Il faudra intégrer dans les débats sur les enjeux de société et la bataille autour de l'utilisation des richesses la répartition primaire (salaires) et la répartition secondaire (salaires indirects). Quant aux constructions politiques, ne pas confondre le besoin d'un front de luttes retraites aussi large que possible, et celui d'un front de gauche élargi en faveur d'un changement politique global. La résolution du dernier CN différencie clairement les deux axes.

Philippe Denis – Maine-et-Loire

Nous sommes dans une bataille idéologique de fond avec la question du financement. C'est le postulat des libéraux pour justifier cette réforme. Alors, posons la question de l'augmentation de la productivité, de la richesse créée, de la taxation des profits financiers. Il y a enjeux de société et enjeux politiques. De ce point de vue, l'an passé il a manqué du politique aux luttes. Prendre l'initiative, avec nos propositions, c'est l'occasion pour le PCF d'apporter sa contribution pour donner toute la dimension de l'immédiat et de l'avenir, de la transformation sociale. C'est être utile à la réalisation de l'objectif de victoire que nous devons ambition-

ner. Au vu de l'enjeu, l'exécutif départemental du Maine-et-Loire a décidé de s'adresser à toutes les forces de gauche, tous les progressistes pour constituer un large front d'action, de luttes, victorieux.

Yves Dimicoli – Paris

Pour un vaste front d'action sur les retraites, il faut de grandes initiatives de campagne du PCF sur ses propositions. L'élection de 2012 se prépare tout de suite là-dessus. Le PS gauchit son discours mais avance des propositions qui, avec la fiscalisation notamment, casseraient la mutualisation du financement à partir des entreprises et la répartition elle-même. Ne lui laissons pas le monopole du projet à gauche. Il faut réduire la durée des cotisations et pas seulement les 60 ans. Articuler cette bataille à toute la crise systémique. Importance de l'emploi en quantité et qualité. Il faut un relèvement du niveau et de la croissance de la valeur ajoutée, changer la production de richesses et son financement, et pas seulement les répartir autrement.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Les « vrais » problèmes auxquels fait face le système des retraites ? Certains disent « la démographie », d'autres qu'il n'y a pas de problèmes. Or, problèmes profonds il y a, mais ne les réduisons pas à la démographie. D'autant que la fécondité a fort remonté depuis 1995 et que la productivité des salariés s'envole. Ce qui met en cause les retraites c'est autant, voire plus, le chômage, la financiarisation, les délocalisations, les salaires, la précarité. D'où nos propositions qui mettent en cause les entreprises, leur gestion, et les pouvoirs patronaux sur l'emploi, sur le partage de la valeur ajoutée, sur l'argent. C'est pourquoi la bataille sur les retraites doit porter le besoin de transformations sociales profondes, révolutionnaires.

Stéphane Bonnery – Val-de-Marne

Convergence à travailler entre salariés et jeunesse sur des questions précises. Par exemple : le recrutement enseignant à bac +5 version ministère fait perdre une année de cotisation. L'emploi et le salaire des jeunes c'est une bataille à connecter à la retraite. Convergence à travailler aussi entre privé et public pour éviter les divisions. Le PCF, avec une grande campagne en propre, a un double rôle à jouer : 1) Nos propositions concrètes en ouvrant des choix de société aident aux convergences jeunes/salariés et privé/public. 2) Aider au rassemblement, à la constitution de fronts, en donnant confiance à tous ceux, dans le mouvement social, dans le mouvement d'idées et à gauche, qui peuvent s'engager.

Alain Bolla – Var

La bataille sur les retraites est emblématique de l'affrontement capital/travail. Dans le Var, après la journée nationale d'action du 23 mars, le PCF a proposé une rencontre avec l'ensemble des organisations syndicales et politiques de gauche. A ce jour seules deux ont répondu. Cela donne la dimension des difficultés existantes alors que de grandes exigences sont partagées. Il ne peut y avoir un large front de luttes sur des contenus de transformation de la société sans une ambition affirmée et affichée du PCF. Cela nécessite une grande campagne nationale du PCF.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

Notre discussion va permettre d'enrichir le contenu de notre campagne. Les transformations du Parti, ce n'est pas en finir avec le travail dialectique ! Une grande campagne des communistes c'est utile à l'ensemble du rassemblement. J'insiste sur la question politique décisive : notre objectif est de mettre en échec la droite. Pour le CPE, c'est la convergence du social et du politique, la convergence intergénérationnelle qui a créé la dynamique et permis le succès. ✪





© F. Nicolle

Démissions au PCF, un appel de Pierre Laurent

communiste du XXI^e siècle, nos pratiques politiques, nos ambitions de rassemblement, nos formes politiques d'organisation. Nous devons mener ce travail dans une période de bouleversements intenses de toute la société et du monde, dans une période d'affrontements de classe intenses. Nous devons tenir notre place dans ce combat. Mener tout cela de front est stimulant et à l'évidence très exigeant.

Ce que nous venons de réaliser avec le Front de gauche est prometteur et nous transforme déjà. Mais l'essentiel de cette démarche, de son ambition, reste devant nous. Le Front de gauche n'est qu'une première étape vers notre objectif d'un Front populaire majoritaire. Nous savons tout cela.

Tout le monde peut avoir des doutes sur notre capacité à relever le défi historique d'une relance du pari communiste dans le siècle qui s'ouvre. Qui n'en aurait pas? La crise de civilisation nous invite à ne pas renoncer, et je dirais qu'elle nous donne des opportunités nouvelles. La question est aujourd'hui de saisir ces opportunités.

Roger Martelli et Lucien Sève, avec lesquels je souhaite que nous poursuivions un dialogue fécond, estiment que notre ressort interne est épuisé, tout en reconnaissant que leur combat fondateur « n'a rendu possible à ce jour aucune réussite organisationnelle alternative probante ».

Dans ces conditions, je crois pour ma part, avec l'immense majorité des communistes qui l'ont décidé lors de notre 34^e Congrès, que le choix de parier sur le Parti communiste et ses profondes transformations est le plus prometteur et le plus fécond.

A tous mes camarades, je redis: oui, ce n'est pas le moment de partir, au moment où nous réussissons les premiers pas d'une nouvelle ambition de rassemblement, où nous allons déployer nos propres transformations. Je leur lance un appel: votre place est avec nous dans la construction de ces avancées, et si ce n'est dans le Parti lui-même, dans le travail et le dialogue que nous devons continuer à entretenir ensemble. Cet appel je l'adresse à toutes celles et tous ceux, au-delà de ces camarades, qui pensent que c'est le moment de réunir toutes nos forces pour relever les défis majeurs de la période. Je veux également dire un mot sur notre vie démocratique, sévèrement mise en cause dans la lettre des quatorze membres du Conseil national. Beaucoup de choses sont évidemment à améliorer. Là encore, notre congrès d'étape en est saisi. Je réfute toutefois les caricatures. Comment affirmer par exemple qu'au dernier congrès, la di-

rection sortante avait décidé de présenter une liste du CN dont étaient éliminés la plupart des camarades en désaccord politique? C'est tout simplement totalement faux.

Mais parlons de cette question majeure au fond puisqu'elle est aussi à l'ordre du jour de nos transformations. Depuis notre abandon du centralisme démocratique, la question de la diversité, du pluralisme et de son dialogue, fécond ou pas, avec l'efficacité de nos élaborations et de nos décisions collectives, reste un chantier que nous n'avons pas clos. L'innovation demeure absolument nécessaire.

Tout en continuant à progresser, sachons reconnaître que le respect de la diversité repose sur deux piliers: le respect des décisions majoritaires et le respect des opinions minoritaires. Nos débats lors des élections régionales ont parfois montré ici ou là l'incapacité à respecter l'un et l'autre de ces deux versants du problème, comme si finalement certains d'entre nous, quelle que soit leur opinion d'ailleurs, persistaient à penser qu'il ne peut y avoir dans la vie qu'une seule bonne opinion. Non, il y a une décision majoritaire à un moment donné et elle doit être respectée, elle est notre loi pour l'action, mais elle ne devient pas une vérité intangible. La confrontation demeure source d'enrichissement. Elle doit être conduite dans le respect mutuel, et en même temps ne pas entraver l'action collective qui est notre raison d'être. Cela suppose aussi de récuser tout catalogage de tel ou tel camarade, toute tentative de figer une fois pour toutes nos débats. J'y invite particulièrement après les élections régionales qui ont parfois provoqué des affrontements inadmissibles et des dérapages, venus de tous bords, scandaleux. Chacun a eu son opinion dans ces débats. D'autres débats, d'autres décisions nous attendent où chacun compte à nouveau pour un, quelle qu'ait été son opinion dans les débats précédents. Retrouvons la voie du débat collectif et de l'unité par le débat collectif constructif et respectueux.

Je veux terminer en renouvelant mon appel à tous à poursuivre le dialogue, mon appel au débat à tous les membres du CN qui disent vouloir démissionner de cette instance, et mon appel à tous ceux qui parmi eux ne quittent pas le Parti à revenir sur leur démission du CN pour être reconduits dans cette instance lors du congrès d'étape. Je propose que nous engagions à cet effet avec chacune et chacun de ces camarades le dialogue et les rencontres nécessaires. ❀

Comme vous le savez, 14 camarades nous ont adressé un texte collectif de démission du Conseil national. Je ne banalise pas cette décision. Je regrette profondément ces départs et ne m'y résigne pas. Je souhaite donc m'adresser à ces camarades, ainsi qu'à tous les communistes que cette situation inquiète.

La lettre de démission qu'ils nous ont adressée s'en tient pour l'essentiel à une critique du travail et de la vie démocratique de la direction nationale, qu'ils estiment être dominés par « des logiques d'exclusion ». Le problème posé par ces camarades, nous le savons, va au-delà et s'inscrit, pour une part de ces camarades, dans une démarche de départ collectif du Parti.

Je voudrais commencer par là, c'est-à-dire par l'essentiel. Les raisons du départ annoncé par plusieurs camarades portent sur les questions de fond de l'avenir du Parti communiste. Elles sont diverses. Certains d'entre eux estiment la forme parti épuisée, d'autres doutent du communisme, d'autres, les plus nombreux probablement, ne croient plus comme viennent de l'écrire Roger Martelli et Lucien Sève que le Parti possède encore « la force propulsive qui lui permettrait de se refonder et, ce faisant, de ressourcer son utilité ». C'est d'abord sur cette raison précise et essentielle que je veux m'adresser à celles et ceux qui sont tentés par le départ.

Nous sommes précisément en train de nous attaquer à ces enjeux de transformation, comme peut-être nous ne l'avons jamais fait avec une telle ampleur. Nous en avons fait une décision de congrès. Et avec le congrès d'étape de juin, nous allons en faire l'affaire de tous les communistes. C'est totalement inédit.

Les défis sont immenses et le fait que nous réussissions à les relever n'est pas écrit d'avance. Mais nous sommes, je suis, plus déterminés que jamais à relever le défi de ces transformations. Nous savons qu'il nous faut à la fois refonder le projet pour un engagement

DISCUSSION

André Gerin – Rhône

Je suis d'accord avec Pierre Laurent à propos des fondateurs démissionnaires du CN. Je propose que nous puissions nous adresser à tous les communistes qui ont quitté le Parti depuis le congrès de Martigues en mars 2000 pour les appeler à venir renforcer le Parti communiste.

Catherine Peyge – Seine-Saint-Denis

Les départs de camarades interpellent et posent la question de l'avenir du Parti. Un parti communiste dont nous avons besoin face à un gouvernement autoritaire: par exemple, la venue de Nicolas Sarkozy en Seine-Saint-Denis pour « installer » le nouveau préfet. Mais est-ce que les communistes sont encore porteurs d'étincelles, d'espoir? Sommes-nous assez fraternels, accueillants, où ne sommes-nous pas tentés par l'entre-soi, sclérosant mais reposant? S'il est pensable de partir, de s'écarter, il est aussi possible de revenir. Parmi eux de nombreux élus qui ont accumulé de l'expérience. Notre relation aux élus doit être revisitée. Je propose qu'une commission de quatre ou cinq personnes rencontre ces camarades à la veille du congrès d'étape.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Oui à un courrier de Pierre Laurent mais c'est une position de CN avec signature de Marie-George et de François Auguste, président du CN. Ne banalisons pas ce départ collectif de camarades déjà en rupture avec nos choix de congrès. Il faut un courrier large invitant à ne pas quitter le PCF mais à le rejoindre pour par-

ticiper aux débats sur la transformation. Attention à l'articulation nécessaire, respecter la diversité d'opinions et les choix majoritaires.

Marie-Christine Burrigand – Rhône

On ne peut pas se contenter de s'adresser aux 14 camarades qui ont quitté le Conseil national. Depuis Martigues, des centaines de communistes ont quitté le PCF, le Conseil national, des directions locales sur la pointe des pieds. Va-t-on solennellement s'adresser à eux? Au dernier congrès, Marie-George Buffet a fait le choix d'une liste alternative pour des camarades représentant le choix de 40 % des communistes sur les textes. Pour mémoire, les signataires du texte « Faire vivre et renforcer le PCF » étaient prêts à aller sur la liste commune. La direction s'y est opposée, mettant l'index sur des camarades. Ainsi, Paul Barbazange qui avait osé critiquer Jean-Claude Gaysot et les élus à la région. Regardons les faits aujourd'hui en Languedoc-Roussillon.

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Le départ de 14 camarades du Conseil national du Parti pose la question du pluralisme communiste à tous les niveaux du Parti. Le monolithisme « stalinien » est toujours le risque pour un PC. Faire le bilan depuis Martigues et s'adresser à tous les communistes qui ont quitté le Parti. Il faut aussi modifier le fonctionnement du Parti pour prendre réellement en compte le pluralisme communiste comme une question très positive. A une question il n'y a pas une seule réponse, mais plusieurs. La confrontation d'idées doit permettre de prendre la bonne.

Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis

Je partage l'esprit et le contenu de la démarche proposée au CN par Pierre Laurent de dialogue avec celles et ceux qui disent vouloir quitter le Parti que nous ne pouvons banaliser. Au-delà des 14 membres du CN qui démissionnent, je propose que nous ne restions pas observateurs de l'appel lancé depuis hier pour organiser un départ collectif des communistes. Je souscris donc à la démarche de s'adresser à tous les communistes. C'est le sens de l'initiative que nous avons prise en adressant à chaque adhérent la lettre ouverte de notre conseil départemental afin de poursuivre le dialogue au moment où s'engage notre congrès d'étape.

Isabelle Lorand - Val-de-Marne

Je me félicite que Pierre nous appelle à prendre toute la mesure de la gravité du départ de plusieurs camarades. Il s'agit d'un événement sérieux au moins pour trois raisons. D'abord, nombre d'entre eux sont des élus reconnus, des intellectuels, des cadres communistes. Deuxièmement, ils appartiennent à un courant de pensée qui appelle à la métamorphose du communisme politique dans son fond, dans sa forme, dans ses symboles. Et jusqu'à présent, ce courant pèse dans le PCF. Troisièmement, avec la décision de Lucien et Roger, ce sont des repères historiques dans la pensée communiste qui partent. L'heure est à cheminer les uns vers les autres, pour espérer construire un avenir commun.

Pascal Bagnarol – Corrèze

J'approuve la proposition de Pierre Laurent, d'autant que nous avons dans la période des

élections régionales procédé au « travailler ensemble ». Eviter de cristalliser, voire de décristalliser des points de vue est non souhaitable mais c'est une richesse lorsque l'on respecte les décisions majoritaires. L'adresse aux communistes qui nous ont quittés à un moment ou un autre, proposée par André Gerin est une bonne proposition à condition de ne pas figer cet appel à celles et ceux qui ont quitté le Parti communiste français depuis le congrès de Martigues, mais à tous ceux qui souhaitent, dans la période qui s'ouvre, écrire la nouvelle page du Parti communiste que nous avons à faire vivre ensemble.

Emmanuel Dang Tran – Paris

La décision des « fondateurs » est très réfléchie. Respectons-là! Elle est logique. Depuis des années, ils disent que la forme « parti communiste » est périmée. S'adresser à eux, oui, pour couper court à la campagne sur une décomposition du Parti. Mais non pour leur promettre que les prochains congrès vont « refonder » projet, pratiques, conceptions et organisation du Parti, comme le propose Pierre Laurent. Les fondateurs doivent cesser d'être le poisson-pilote des « transformations ». Adressons-nous donc aussi aux dizaines de milliers de communistes, beaucoup plus nombreux, qui se sont trouvés écartés, depuis notamment Martigues, pour qu'ils se réapproprient leur parti. ❀



Robert Injey

Pistes de travail sur l'évaluation de nos choix de congrès et la poursuite de leur mise en œuvre

Notre ambition avec ce congrès d'étape, qui va se dérouler dans un contexte marqué par la crise du capitalisme, aggravé par la politique de régression sociale que nous subissons, c'est d'être mieux à même d'agir.

Agir dans la riposte à la politique de Sarkozy, agir dans la bataille d'idées, la confrontation de projets.

Agir pour contribuer fortement à une véritable alternative progressiste dans notre pays.

Agir indissociablement pour engager le Parti communiste dans de profondes transformations, à même de lui redonner la pleine capacité de projets et d'initiatives à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle.

Parvenir à cela est exigeant et nécessite un véritable effort de réflexion, c'est l'esprit des deux plates-formes de débats dont nous discutons aujourd'hui.

Lors du 34^e Congrès, en décembre 2008, nous avons convenu que sur nos choix stratégiques nous engagions un processus qui impliquerait des étapes, des rendez-vous pour mesurer et rendre compte de l'avancement de ce travail et pour lui donner de nouvelles impulsions.

De la même manière, sur les transformations du Parti nous avons clairement affirmé notre volonté que les communistes soient associés et consultés.

Avec ce congrès d'étape, c'est ce travail que nous voulons effectuer pour avancer sur les ambitions que nous nous sommes données.

L'objectif des deux textes versés à la discussion des communistes c'est de créer les conditions, sur la base de nos expériences et du contexte politique actuel, d'une véritable réflexion et de son approfondissement.

Un débat que nous voulons sans tabous, auquel tous les communistes sont invités à prendre toute leur place.

Ces plates-formes avancent des pistes de travail et des propositions.

Nous proposons de n'évacuer aucune problématique. Les textes n'ont pas vocation à être amendés mais à permettre un débat le plus poussé.

Sur la base des débats et des relevés de discussion et de décision des assemblées générales de section et des congrès départementaux, nous proposons que le Congrès adopte une résolution, rassemblant dans un relevé de décisions les initiatives politiques et les transformations que nous voulons engager d'ici au congrès de juin 2011.

C'est un objectif ambitieux à la hauteur des exigences de la période qui s'ouvre devant nous.

Le congrès d'étape doit nous aider à changer de braquet. C'est l'ambition qui traverse le premier texte sur l'évaluation de nos choix de congrès et la poursuite de leur mise en œuvre, que je vous présente maintenant en quelques mots.

Évaluer nos choix de congrès ne peut se faire indépendamment de ce qui a évolué dans notre pays, de ce que nous avons pu faire avancer et de ce qui nous reste à faire.

Pour engager nos débats sur ces questions, le texte s'articule sur deux grandes séries de réflexions :

- Les caractéristiques des enjeux de la période qui s'ouvre après les régionales et qui nous mène à 2012.

- Les enseignements que nous pouvons tirer de la construction politique unitaire engagée avec le Front de gauche.

1. Sur les enjeux de la période qui s'ouvre devant nous.

D'abord c'est un constat : le résultat des élections régionales change la donne politique.

Les élections régionales ont mis en évidence le profond mécontentement qui existe dans notre pays.

La défaite de la droite est le reflet tout à la fois de la crise, de la responsabilité des politiques menées dans l'approfondissement de celle-ci en France, en Europe et dans le monde. Reflet de la remise en cause de plus en plus forte des choix politiques qui les portent.

Une défaite qui ne doit pas masquer un phénomène politique qui nous interpelle, c'est l'abstention populaire.

Cet échec de Nicolas Sarkozy, et le fait qu'au sein de notre peuple une majorité se dégage pour refuser le cap qu'il nous impose, constitue une phase nouvelle. L'espoir renaît de battre la droite et c'est un élément qui va structurer fortement le paysage social et politique dans les deux années à venir.

Cette situation nous amène à pointer les deux défis qu'il nous faut relever dans cette période.

Le premier défi c'est de continuer à faire grandir des résistances contre la politique de la droite, en faisant grandir des projets alternatifs à sa politique.

Le pays est marqué par des fronts de lutte contre cette politique. Des luttes parfois caractérisées par le désespoir face au massacre social.

Des luttes qui portent des exigences immédiates mais aussi des exigences sur des remises en cause profondes du système.

Notre congrès doit nous permettre de prendre des initiatives pour faire grandir les mobilisations sociales et politiques.

C'est ce que nous voulons faire pendant la préparation du Congrès avec la bataille sur les retraites ou sur d'autres questions.

Le second défi à relever c'est en 2012 : comment réussir le changement ?

Sarkozy peut perdre en 2010, mais s'il n'y a pas une véritable alternative notre peuple et la gauche resteront perdants.

En 2012 nous voulons battre la droite et réussir à gauche et c'est là le double enjeu de ce scrutin.

Cela sera possible s'il y a une intervention populaire et une majorité portant un réel changement.

Comment y parvenir ? Comment éviter le piège de l'élection présidentielle et du bipartisme qui verrouille cette élection, transforme les électeurs en simples supporteurs et certainement pas en acteurs, confisque le débat sur le fond ?

Tenter d'éviter ce piège, c'est sans doute travailler de manière forte, en lien avec les mouvements sociaux, au rassemblement maximum sur un projet populaire dans son contenu et son élaboration. Il ne s'agit pas d'occulter le débat d'une candidature à l'élection présidentielle, mais celle-ci doit s'appuyer sur la construction d'un rassemblement et d'un projet et non l'inverse.

L'ensemble de ce travail, pour la part qui est la nôtre, doit se conclure au congrès de juin 2011. Et dans ce travail il faut réfléchir au couplage législatives-présidentielle pour porter plus fortement le débat de projet.

D'autres échéances électorales sont devant nous.

Les cantonales en mars 2011 où 108 conseillers généraux communistes sont renouvelables et les élections sénatoriales de septembre 2011 où 19 sénateurs sur les 24 de notre groupe sont renouvelables.

La réélection de nos sortants, le gain de nouveaux élus communistes ou de nos partenaires doivent être des objectifs dans un contexte où de nouveaux départements, ainsi que le Sénat peuvent basculer à gauche.

2. Où en sommes-nous de notre démarche de Front de gauche et quels pourraient être les objectifs de la nouvelle phase ?

C'est avec l'ambition de riposter à la droite et de relever le défi de l'alternative à gauche que nous avons engagé la construction des Fronts.

Cette démarche s'est traduite par la constitution du Front de gauche pour changer d'Europe, par l'organisation des ateliers du projet à l'automne et par la constitution de la liste Front de gauche élargi à d'autres forces politiques aux régionales.

Un travail d'évaluation est en cours dans le Parti, mais d'ores et déjà nous pouvons constater que nous avons réinstallé dans le paysage un peu d'espoir à gauche.

Une gauche, du NPA à Europe Écologie, traversée par des mouvements très contradictoires. Avec un PS qui se retrouve dans une position plus favorable mais où demeurent des contradictions entre des positionnements à gauche mais sans remise en cause sur les moyens du changement.

Nos premiers acquis avec le Front de gauche ne doivent pas nous faire perdre de vue notre ambition : celle de la construction d'une majorité de changement.

Y parvenir c'est éviter le double écueil stratégique : celui de l'enfermement dans l'autre gauche et celui d'une gauche solidaire où la solidarité serait celle de se taire et l'impossibilité de peser sur les choix.

Avec notre congrès nous devons identifier les limites actuelles du Front de gauche et nous doter d'un plan de travail pour les dépasser afin de contribuer en 2012 à une véritable alternative. Vouloir y parvenir c'est ambitionner une nouvelle étape du Front de gauche, quantitativement et qualitativement supérieure et tendre à un véritable Front populaire du XXI^e siècle. Plus concrètement, une nouvelle phase du Front de gauche, ça veut dire quoi ?

Quelques pistes de réflexions :

- Aujourd'hui les soutiens au Front de gauche sont plus dans une démarche de donner de la consistance idéologique à la gauche que par conviction que notre projet est celui que doit porter la gauche. Première marche à franchir, faire émerger les grands repères d'un projet réellement transformateur.

- De la même manière, si le Front de gauche a pu intéresser les plus politisés, nous n'avons pas encore su ni pu enrayer le divorce entre milieux populaires et le champ d'intervention politique. Deux autres marches qu'il nous faut franchir : comment permettre en particulier à ces milieux de s'approprier le Front de gauche et quel espace d'engagement créer pour les acteurs des mouvements sociaux et citoyens.

- Répondre à ces questions revient à réfléchir aux pratiques de rassemblement que nous voulons mettre en œuvre. Comment

dépasser le cartel d'organisation et faire du Front de gauche une démarche citoyenne et populaire ouverte ?

- Notre engagement communiste s'inscrit dans la perspective de faire émerger une société d'émancipation humaine.

Franchir une nouvelle étape quantitative et qualitative avec le Front de gauche, c'est aussi faire le choix de transformer le PCF pour le rendre utile, dans les conditions d'aujourd'hui, de porter l'ambition d'un dépassement du capitalisme.

3. Quelles décisions d'initiatives et d'actions prenons-nous pour l'année à venir ?

A partir de nos réflexions sur l'appréciation que nous tirons de

la période politique qui s'ouvre devant nous et de la mise en œuvre de nos choix stratégiques, quelles décisions d'initiatives et d'actions prenons-nous pour l'année à venir ?

Là le texte pointe ce qui au minimum pourrait figurer dans le relevé de décisions au congrès en s'articulant autour de trois axes.

- Les initiatives nécessaires à faire grandir les repères d'une politique transformatrice.

Cela peut passer, d'une part, par des campagnes politiques d'actions et de projets, d'autre part par le lancement de trois ateliers de notre parti sur le projet (nouveau mode de développement, démocratie et institutions, Europe et monde) et enfin par le travail sur une plate-forme partagée du Front de

gauche.

- Des propositions pour créer les espaces d'engagement pour les acteurs des mouvements sociaux et citoyens dans le Front de gauche.

- Enfin dernier axe, les conditions (méthodes et calendrier) de mise en débat de notre engagement sur les échéances électorales à venir. ✪



Patrice Bessac

Pistes de travail pour un PCF transformé

partage. Face à la crise du système et aux crises multiples qu'il génère, nous devons nous donner les moyens d'une place beaucoup plus importante du travail de projet dans notre militantisme et d'un effort pour en penser et en identifier la cohérence, c'est-à-dire l'identification des leviers essentiels de notre conception du changement. Enfin, l'introduction évoque quelques pistes de réflexion sur notre choix de la forme parti. Ce choix nous oblige. En effet, si notre conception du parti ne cède en rien au type de parti conçu pour être au service des institutions de la V^e République, à ces machines électorales hypercentralisées et dont la seule obsession est le moment électoral, si nous concevons l'avenir de notre parti en rupture radicale avec le jeu politicien, alors ce choix nous oblige à l'effort de créativité politique et pratique nécessaire pour être à la hauteur du besoin de politisation de toute la société.

A partir de cette introduction, le texte proposé s'organise en trois parties. 1) Les idées au premier plan. 2) Un parti de la démocratie, de la coopération et de l'action militante. 3) Changer la direction nationale du PCF.

Concernant la première partie, « Les idées au premier plan », la Commission propose de mettre à l'ordre du jour une ambition radicalement différente de la place du combat d'idées dans notre militantisme et notre politique. Nous devons regarder lucidement le fait que si nous consacrons beaucoup d'énergie sur notre stratégie politique, sur notre conception du rassemblement, nous en consacrons très peu sur notre projet, sur les idées pour lesquelles nous combattons. Ce travail, pour être efficace, devra être connecté aux contradictions rencontrées dans les luttes sociales et dans les institutions. A partir de la décision de travailler sur la cohérence de notre projet, la Commission propose trois moyens d'action : 1) la création d'une direction unifiée du projet qui rassemble tous les moyens humains et financiers actuellement disséminés sur ces enjeux autour d'une même ambition et d'une même organisation du travail ; 2) la décision de conventions de travail ouvertes ; 3) la création d'une revue mensuelle du projet adressée à tous les communistes pour diffuser, partager et mettre en débat ce travail.

Le deuxième axe traite du Parti sous deux aspects : la démocratie, la participation réelle des adhérents à l'élaboration de la politique de leur parti et ensuite notre militantisme. Comme nous entrerons dans la suite de la discussion dans le débat paragraphe par paragraphe, je veux me contenter de deux remarques. D'abord, nous avons utilisé le moins de formules négatives possibles car nous pensons que l'enjeu du débat n'est plus de dire « ce qui ne doit plus être », mais de dire « ce qui doit être ». En résumé, la critique de nos pratiques actuelles nous semble n'avoir d'intérêt que si elle propose des solutions. Ainsi, par exemple, nous discutons souvent de la participation des adhérents à l'élaboration de

la politique de leur parti sans se poser la question des moyens dont nous disposons pour la réaliser et des outils que nous proposons au Parti. Sur ce point par exemple, nous proposons d'expérimenter sur deux ou trois questions des processus de travail coopératif qui permettent dans l'année qui vient de passer aux travaux pratiques. La remarque est également valable par exemple sur la structuration du Parti à l'entreprise. Prenons l'exemple de La Poste ou de l'Education nationale. Nous avons des forces militantes dans ces deux services publics. Parfois organisées, souvent non. Comment reconstruire si nous ne connaissons pas nos adhérents qui y travaillent ? Par exemple, lorsque telle réforme de l'Education nationale est annoncée, nous devrions être capables d'adresser à tous les enseignants communistes un argumentaire, un tract, une proposition d'action. Vous le constaterez dans le fil du texte, la Commission s'est donc essayée à mettre en regard d'idées pour l'avenir du Parti des axes d'expérimentation ou de travail qui permettent de les réaliser.

Concernant le troisième axe, changer la direction nationale du PCF, la Commission ne propose pas de « grand soir » mais une méthode concrète qui, dès le congrès d'étape, permette de réaliser un premier changement. Ainsi nous proposons d'élaborer d'ici le Congrès l'organigramme futur de la direction nationale sur la base de nos besoins avant de discuter des noms. Il s'agirait d'aboutir à une conception claire, collective et plus lisible de nos tâches de direction.

La conclusion enfin est consacrée à deux enjeux de notre vie collective : les statuts et notre diversité actuelle. S'agissant des statuts, le texte est d'abord un appel au travail des assemblées de sections afin que le débat collectif dégage des orientations de réforme de nos statuts. Je vous rappelle que nous nous sommes donné comme ambition de procéder aux changements statutaires nécessaires lors du congrès ordinaire. La période écoulée nous place devant de très nombreux problèmes. La Commission propose d'adopter d'ici le congrès d'étape les orientations principales de cette réforme, puis d'ici le Congrès ordinaire de procéder à la rédaction d'un nouveau projet de statut afin qu'il puisse être adopté à l'ouverture du congrès ordinaire. Enfin, les dernières lignes du texte sont consacrées à la question de notre diversité. Pour la Commission, un travail est nécessaire pour évaluer où nous en sommes, les difficultés, voire certaines régressions de notre débat collectif qui ont conduit à figer les points de vue en présence. La discussion de la Commission a estimé que nous réduisons souvent notre diversité à nos débats nationaux et, ce faisant, nous passons à côté d'une diversité d'engagements, de points de vue, d'expériences qui existent dans le Parti et dans la société. ✪

Envoyer un signal fort

« **L** introduction aux débats du congrès d'étape » et les rapports de Bob Injey, « Pistes de travail sur l'évaluation de nos choix de congrès et la poursuite de leur mise en œuvre », et de Patrice Bessac, « Pistes de travail pour un Parti communiste français transformé », ces trois textes ont suscité quatre heures d'échanges. Il s'agissait d'abord de rappeler l'enjeu du forum de juin : évaluer les choix politiques du PCF à mi-parcours et « accéder à la demande de Marie-George Buffet de quitter sa responsabilité de secrétaire nationale » ; de s'entendre ensuite sur la démarche et l'organisation des discussions. Un congrès d'étape n'est pas un congrès classique, ces textes n'ont pas « vocation à être amendés » ; il s'agit de pistes, de bases de lancement du débat des communistes dont les échos seront actés et portés au congrès pour être intégrés dans la résolution finale. Les textes pointent des problématiques majeures afin de nourrir la réflexion commune : nature de la crise ; ampleur des résistances ; analyse des régionales ; objectif 2012 ; stratégie de rassemblement ; bilan et devenir du Front de gauche ; initiatives d'action ; transformations du PCF ; bataille d'idées ; construction d'un projet ; militantisme ; place des élus ; rôle des directions ; diversité et démocratie. Ils seront publiés

dans le prochain numéro de *CommunisteS*, qui offrira ensuite des espaces de délibération pour la préparation du congrès de juin.

Priorité au projet et construction d'une candidature

Le texte n° 1 (Evaluation de nos choix) suscite d'abord un examen, contradictoire, sur la caractéristique des résultats des régionales, sur la question de l'abstention, sur le vote Front national et sa localisation (quartiers populaires ou résidentiels ?), sur le retour du politique dans les cités. S'engage un long échange à propos de « la désignation d'une candidature à l'élection présidentielle ». Communiste ? Non-communiste ? Faut-il être en l'état plus explicite ? L'idée est de permettre au congrès de juin 2010 de lancer en grand le débat sur cette question, de travailler ensemble « les critères de la construction d'une candidature ».

Autre grand sujet de discussion ; le rapport entre l'élection présidentielle et les législatives ou comment sortir du « tout-présidentiel » et revaloriser le rôle des parlementaires ? Doit-on se laisser obséder par l'enjeu du (de la) candidat (e) ou donner la priorité au projet ?

L'expérience du Front de gauche, lors des dernières ré-

gionales, a aussi suscité de longs commentaires et permis un enrichissement du texte : il s'agit de montrer que le test des régionales « valide à cette étape notre choix de congrès », tout en suscitant « débat et contradictions entre partenaires du Front de gauche ». Autre question : comment plus et mieux investir ce Front de gauche ? Notamment en y créant « des espaces d'engagement des acteurs des mouvements sociaux et citoyens ».

Parti transformé

La discussion, plus rapide, sur le deuxième texte (les transformations du Parti) a permis un début d'échange sur le communisme (est-ce un projet ? un référentiel de valeurs ?) ; ou encore : « Comment identifier la cohérence de notre projet politique entre les réformes immédiates et la question du communisme ». Quelques intervenants se sont interrogés sur la primauté accordée à la lutte d'idées (« Les idées au premier plan », dit en effet le premier titre). Il a été précisé ce que devaient être les « conventions », c'est-à-dire « un processus de travail public et ouvert ». Tous s'accordent sur la nécessité de mieux connaître les adhérents du Parti, tant il est vrai qu'on ne fréquente, qu'on ne voit en règle générale, dans les initiatives, approximativement qu'un adhérent sur deux. Qui sont les autres ? Quel âge ont-ils ? Quel est leur lieu de travail ou leur centre d'intérêt ? Pour répondre à ces questions, il faut prévoir des « méthodes » d'investigation qui pourraient prendre

par exemple la forme de questionnaires. « En proposant un grand recensement, nous voulons aussi pointer le défi d'un travail permanent en direction des adhérents les plus éloignés des cercles militants », dit le texte.

Sur le militantisme à l'entreprise, un débat s'amorce entre ceux qui pensent qu'on est complètement « à poil » sur le sujet et ceux qui valorisent certaines initiatives en cours ; prévaut l'idée d'« expérimenter » (dans des secteurs comme La Poste, l'hôpital, l'école, l'automobile) et de faire également le bilan de ce qui se fait déjà.

Le paragraphe sur la place des élu-e-s a été précisé. La rédaction de nouveaux statuts est envisagée à l'horizon du congrès de 2011 ; la réflexion à ce sujet s'amorce dès à présent. La partie finale sur « la diversité » et les règles de vie a été réécrite, avec cette idée : pouvons beaucoup mieux faire !

En conclusion, Pierre Laurent a félicité les rapporteurs et leurs groupes de réflexion pour le travail réalisé, dans des délais très courts et répondant à l'objectif fixé ; il revient aux directions « de mettre ces textes en débat de la manière la plus offensive possible » dans les fédérations et les sections. L'objectif ? Que la préparation et la tenue du prochain congrès « donnent un signal fort à la société ».

Gérard Streiff

Les textes adoptés au Conseil national sont disponibles sur le site www.pcf.fr. Ils seront publiés dans le numéro de *CommunisteS* du 28 avril et envoyés à tous les adhérents dans les jours qui suivent.

VOTES

- **Texte 1 (Evaluation des choix de congrès)**
Pour 60, contre 19, abstentions 10
- **Texte 2 (Transformations du Parti)**
Pour 51, contre 7, abstentions 4

RAPPORT



Commission des candidatures Jacques Chabalier

« officiellement » la demande de Marie-George exprimée, dès le 34^e Congrès, de ne pas aller au bout du mandat que nous lui avons renouvelé à cette occasion.

Le congrès s'exprimera sur ce sujet, mais nous avons tenu à la remercier de son investissement politique, de sa capacité à porter et à faire vivre avec tous les communistes, mais en première ligne, les idées et les orientations de notre parti dans une période qui était et demeure complexe.

Nous ne pouvons qu'exprimer le souhait que Marie-George reste pleinement membre de la direction nationale de notre parti et continue à nous faire toutes et tous bénéficier de son apport politique.

Nous avons également pris acte de la proposition de candidature de Pierre Laurent : nous lui avons confié au 34^e Congrès la coordination nationale de notre parti, ce qui lui a permis depuis plus d'un an maintenant de prendre une place importante et remarquée dans la vie de notre parti, dans les discussions et les relations avec les communistes, dans nos initiatives politiques et publiques.

Cette proposition est bien sûr soumise à l'appréciation et au débat des communistes. Si d'autres propositions sont formulées à la commission, elles seront prises en compte. Nous avons réaffirmé que, sans sacrifier cette question, le renouvellement de secrétaire national(e) du Parti était un événement pour les communistes et nous aiderait à mettre en avant, dans la société, notre volonté de changer pour mieux être une force utile à la construction de l'alternative politique.

Cela nous confère donc la responsabilité de réussir un congrès qui se donne les moyens de

faire face aux enjeux de la période, engage les transformations nécessaires de notre organisation, créant ainsi une dynamique d'initiative et de déploiement de notre organisation.

Un congrès utile, mais nous avons fait en sorte, y compris aujourd'hui, qu'il en soit ainsi.

Nous avons ensuite souhaité de façon quasi unanime et forte de pouvoir, le 20 juin prochain, reconduire le CN dans sa composition actuelle et aboutir, pour être clair, à ce que tous les membres actuels du CN soient reconduits à leur responsabilité sur une seule et même liste.

Ce souhait est motivé par un souci de cohérence avec nos objectifs puisque c'est le congrès ordinaire de juin 2011 qui aura à redéfinir les orientations du Parti et donc à renouveler la direction nationale qui devra les mettre en œuvre.

Par un souci également de travailler à un acte de rassemblement, sans nier les différences et les divergences fortes qui peuvent s'exprimer, mais considérant que tous les membres du CN élus lors du 34^e Congrès sont des dirigeants nationaux du Parti qui travaillent ensemble, à égalité, à la mise en œuvre des choix des communistes.

Bien sûr, la possibilité de présenter une liste alternative est un droit et nous prendrons en compte cette situation si elle se produit. Parmi les camarades qui, au 34^e Congrès, conduisaient des listes alternatives, Marie-Pierre Vieu et Nicolas Marchand ont dit qu'ils s'inscrivaient dans ce souhait de la commission.

André Gerin n'a pas encore pris sa décision.

Les demandes de retrait.

Nous avons également dit que la commission devra prendre en compte les demandes de retrait du CN, individuelles ou collectives, motivées par des raisons politiques ou non.

Nous avons souhaité, concernant les camarades qui ont exprimé récemment leur souhait de se retirer du Conseil national, tout en restant membres de notre parti, que la discussion avec eux se poursuive au maximum.

Pierre s'est exprimé sur le sujet ce matin, je n'éprouve pas le besoin de développer.

Concernant les fédérations, la résolution du CN du 28 mars prévoit de permettre aux fédérations qui le souhaitent de travailler sur leurs instances de direction, en ayant parmi leurs priorités la mise en œuvre de la parité.

La commission travaillera avec celles qui souhaiteront formuler des propositions de candidatures au CN par souci d'ajustement ou pour réparer un déséquilibre flagrant dans la représentation territoriale de notre direction nationale. Avec le choix de faire vivre la volonté commune de ne pas augmenter le nombre des membres du CN. Elles sont donc invitées à nous faire connaître leur choix.

Enfin, le CN élu en juin devra rester à parité.

Ont collaboré à ce numéro :
Elisabeth Ackermann, Claire Chastain, José Cordon, Claudine Ludwig, Alain Vermeersch, Jean Youdom

Secrétariat : **Martine Milekitch, Marianne Parmigiani.**